ACTION COMMUNISTE

publication en Belgique du Groupe Communiste Internationaliste

Dictature du prolétariat pour l'abolition du travail salarié !

1960-61...1980-81 . . . UNE MEME LEÇON ORGANISONS-NOUS EN DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS!

Il y a 20 ans, fin 1960, le gouvernement plaçait aussi l'année nouvelle sous le signe de l'austérité. Comme aujourd'hui, les ministres s'empressaient de régler la "loi unique" juste à la veille des fêtes de fin d'année, comptant sur le climat d'euphorie pour faire passer les mesures d'austérité en douce.

Mais alors, c'est par la grève générale à durée indéterminée, l'action directe paralysant presque toute l'économie nationale que la classe ouvrière a répondu. Et c'est ce NON énergique à toutes les mesures d'austérité, ce refus catégorique de suivre les appels au calme ou aux actions/bidons des syndicats qui fait défaut aujourd'hui.

n°3 Janvier 1981	correspondance: B. P. 54 Bruxelles 31 1060 Bruxelles	10 FB 2 FF 1 FS

En 1960 comme aujourd'hui, aucun parti ou syndicat ne voulait de grève. Tous cherchaient à justifier la situation et à faire accepter les "sacrifices nécessaires" au nom de la "solidarité nationale". Jusqu'au PSB qui, suite à son échec aux élections de 1958, ne cherchait qu'à profiter du discrédit croissant du gouvernement social-chrétien/libéral pour en réclamer la démission et des élections anticipées. Le PSB comptait alors sur la campagne électorale pour défendre son programme de "réformes de structure" comme le seul capable de redresser l'économie nationale et pour casser la combativité ouvrière par les habituelles promesses/duperies des trêves électorales. Jusqu' aux syndicats qui n'ont pas moins essayé d'enrayer tout déclenchement puis toute extension de la grève. C'est malgré le sabotage des syndicats que la classe ouvrière a imposé sa volonté de lutte et a fait démarrer la grève générale.

En mai 1960 la CSC et la FGTB - Major et Renard - signaient le "pacte social" qui offrait deux ans et demi de paix sociale au capital. En décembre '60, la FGTB annonçait qu'il serait préférable de dépenser l'argent des caisses de grève à une campagne d'information sur la "loi unique", ce qui signifiait clairement financer la campagne électorale du PSB! Si par la suite la tendance Renard cède à la forte pression des grévistes de la métallurgie à Liège, ce n'est que pour mieux reprendre le contrôle du mouvement qui, en dehors des syndicats, risque de se radicaliser et de mettre en péril le pouvoir de la bourgeoisie, dont celui des syndicats; ce n'était que pour mieux détourner ses actions vers des impasses, de manière à essouffler le mouvement et le rendre inoffensif. Quant à la CSC, elle s'est virulemment opposée à tout le mouvement, félicitant les non-grévistes et allant jusqu'à organiser le passage des jaunes.

Le 6 janvier '61, alors que 50.000 grévistes rassemblés à Liège scandent "marchons sur Bruxelles", Renard réclame la dispersion dans le calme! Mais loin de sagement rentrer chez eux, les grévistes abandonnent alors les syndicalistes à leurs phrases creuses et déferlent sur la ville. Les discours démobilisateurs des syndicats,et les affrontements avec les forces de l'ordre suivent animent d'autant leur colère. Et Liège connaît une journée d'émeutes : attaque des locaux de la CSC, assaut de la gare des Guillemins, pillages, incendie d'une camionnette de police, cassage des feux de signalisation, dépavement d'une rue, attaque des bureaux du journal "La Meuse", mise hors service de lignes téléphoniques, abattement de poteaux de béton, organisation de batailles rangées contre la gendarmerie, ...

Alors que ces événements marquent un moment des plus combatifs du mouvement, défient le cadre légal et pacifique dans lequel les syndicats veulent restreindre le mouvement, les PC et PS, aux côtés du gouvernement, condamnent en choeur cette explosion de violence et prient les syndicats de reprendre le contrôle du mouvement. Et fidèles à leur rôle de saboteurs de la lutte, pour toute réponse à l'explosion de la répression brutale contre les manifestations, les piquets de grève, non seulement dans la région de Liège, mais de Bruxelles, d'Anvers, du Hainaut, du Limbourg, ... toutes ces racailles syndicalistes, Renard compris, ont tout fait pour désarmer le mouvement.

Pour briser la résistance ouvrière justement galvanisée par cette répression aveugle propre à la bourgeoisie, les syndicats tiennent des discours démoralisateurs "regrettant que des événements aussi tragiques puissent se produire", autorisant à pleurer les victimes de la répression mais surtout "à ne pas répondre aux provocations". Ainsi, ils condamnent tout affrontement de classes.

C'est dans ces moments cruciaux de la lutte où le rapport de force est en jeu que le fossé qui sépare les syndicats de la lutte ouvrière apparaît le

plus clairement, le plus profond qui puisse y avoir entre deux classes antagoniques, entre bourgeoisie et prolétariat.

Mais bien que les grévistes aient organisé des débordements des syndicats lorsque ceux-ci restaient passifs alors que le renforcement de la lutte exigeait des actions plus dures, le mouvement ne s'est pas suffisamment libéré de l'emprise syndicale. Alors que la grève générale s'est déclenchée en dehors et contre les syndicats, les grévistes réclamaient la reconnaissance de leur mouvement par les syndicats, remettant ainsi la direction du mouvement à leurs ennemis de classe.

Le mouvement n'ayant pas eu la force de s'organiser autonomement, il sombra dans la récupération syndicale qui présenta la dissolution des chambres et l'annonce de prochaines élections comme une victoire du mouvement ouvrier. Mais ce que la FGTB et le PSB cachèrent le plus possible, c'est que les quelques amendements apportés par le PSB à la "loi unique" modifiaient à peine son contenu et que le nouveau gouvernement PSB/PSC se chargeait de la faire appliquer!!!

Encore une fois aujourd'hui, la bourgeoisie a misé sur l'ivresse des fêtes de fin d'année pour faire passer son programme d'austérité - bien plus grave qu'en 1961 - en douce. Et profitant de l'expérience de la "grande grève" elle mise aussi sur un atout supplémentaire : le refus des syndicats de souscrire à la conférence nationale du travail pour contenir toute tentative de réponse ouvrière dans le cadre légal, pacifique et inoffensif de l'opposition syndicale.

Mais face à l'absence (jusqu'à présent) de réaction ouvrière massive, les syndicats se sont empressés de donner le feu vert au gouvernement. Et comme en '60, ce ne sont pas les quelques amendements apportés par le PSB qui atténuent le caractère anti-ouvrier de la "mini-loi" d'aujourd'hui; pire encore, ils ne font qu'accréditer le mythe selon lequel il existe une "solidarité nationale", que l'argent grappillé sur nos salaires ou allocations de chômage sera versé à un fond de solidarité pour lutter contre le chômage!!!

Mais nous devons aussi profiter de l'expérience de la "grande grève" pour ne pas nous laisser désarmer par les éternelles mascarades des syndicats. Nous savons que cette "solidarité nationale" n'est que la solidarité de la bourgeoisie face à la nécessité de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière. Nous savons que le capitalisme ne se maintient que grâce à une exploitation croissante de la classe ouvrière; que ses crises cycliques et chaque fois plus profondes ne nous réservent que toujours plus de chômage, plus d'exploitation.

De l'expérience de 60-61 nous devons reprendre la volonté de lutte et la mener plus loin. Pour cela nous devons abattre les barrières syndicales, ne plus rien attendre d'eux sinon qu'ils essayeront de saboter nos initiatives. Nous devons les combattre pour ce qu'ils sont : des ennemis de classe, les fossoyeurs des luttes ouvrières.

De l'expérience de 60-61 nous devons aussi reprendre la généralisation de la grève à tous les secteurs de toutes les régions et la pousser au-delà des frontières nationales.

Il est grand temps de réagir, l'Etat mise sur notre passivité pour poursuivre son offensive anti-ouvrière, pour prendre des mesures d'austérité encore plus draconniennes. Ne nous laissons plus berner par les "actions" organisées par les syndicats. Celles-ci ne leur servent que de soupape de sécurité, pour que nous ne les abandonnions pas à leurs bavardages et que nous n'al-

lions pas organiser de réelles actions de classe. Défoulements gratuits de notre colère, leurs "actions"ne servent qu'à nous retirer toute volonté de lutte. Telle était la fameuse "manifestation" nationale du 26 mars 1976 qui devait assomer les derniers insatisfaits de la série de "grèves" tournantes du vendredi. Telle sera la manifestation du 24 janvier 1981 si nous ne parvenons pas à y opposer une réelle organisation de lutte.

RIPOSTONS A TOUTE ATTAQUE CONTRE NOS CONDITIONS DE VIE ET DE LUTTE.

PREPARONS LA LUTTE EN NOUS ORGANISANT DES AUJOURD'HUI EN DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS.

REAPPRENONS LES METHODES DE LUTTE OUVRIERES : LA GREVE GENERALE SANS PREAVIS NI LIMITATION D'AUCUNE SORTE, L'ACTION DIRECTE, L'AUTO-DEFENSE OUVRIERE.

Le GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE organise régulièrement des réunions de discussion et d'approfondissement sur des thèmes d'actualité et de développement programmatique.

Ces réunions se basent sur des exposés, des critiques d'articles et des textes du mouvement communiste.

Elles ne se conçoivent nullement passivement mais visent, au contraire, à leur prise en charge par les personnes intéressées.

La prochaine réunion, le 7 mars, aura pour thème :
Terrorisme romantique ou terrorisme révolutionnaire?

Les lecteurs intéressés peuvent se référer aux articles que nous avons publiés à ce sujet dans :
- Le Communiste n°3 : Discussion sur le terrorisme
- Le Communiste n°5 : Discussion sur le terrorisme (suite)
- Le Communiste n°9 : Terrorisme romantique ou terrorisme révolutionnaire?
- Rupture avec le Courant Communiste International (brochure)

Si tu désires y participer, en connaître les dates et lieux, écris-nous à la B.P. 54 - Bruxelles 31 - 1060 Bruxelles

"DES CHOMEURS EN LUTTE" : UNE REPONSE DE CLASSE

Nous publions ci-après un tract (qui existe aussi en néérlandais) produit par le groupe "des chômeurs en lutte".

C'est il y a environ 6 mois que s'est constitué un petit noyau de camarades voulant développer la propagande et l'agitation classiste dans un des secteurs les plus attaqués de la classe ouvrière: les chômeurs. Le groupe a commencé son travail dans les principaux bureaux de pointage de l'agglomération bruxelloise (Ixelles, St Gilles, Schaerbeek, Bruxelles, Molenbeek, Anderlecht, ...) en se situant directement contre toutes les divisions imposées par la bourgeoisie et contre toutes les revendications corporatistes. Comme le disait déjà le premier tract de ce groupe:

> "C'est sous le fallacieux prétexte de "la chasse aux faux chômeurs, aux abus" (le Soir) que s'intensifie évidemment la chasse aux chômeurs tout court! Diviser les chômeurs entre "profiteurs" et "méritants" est une manoeuvre des plus viles et des plus méprisables pour occulter qu'en fait tous les chômeurs occupent la place identique de marchandises au rabais sur le marché de l'emploi."
>
> (...)
>
> "Les chômeurs, en tant que main d'oeuvre de réserve, sont utilisés par la bourgeoisie pour faire pression et menacer ceux qui travaillent, afin de baisser les salaires de la classe ouvrière toute entière!"

Ce groupe "des chômeurs en lutte" travaille en fait dans la perspective de la constitution d'un large front de lutte (1) de tous les ouvriers voulant effectivement répondre aux attaques de plus en plus virulentes de la bourgeoisie. C'est pourquoi, dès sa création, ce groupe maintient et développe des contacts réguliers (échanges d'informations, d'articles, d'annonces d'actions, de coordinations, ...) avec d'autres groupes de travailleurs en lutte en Belgique et a la volonté d'étendre cet indispensable centralisation des groupes ouvriers en lutte au-delà de toutes les frontières.

Ayant comme base d'accord fondamental les nécessités de la lutte aujourd'hui (l'autonomie d'organisation, l'action directe, les mots d'ordre unificateurs, ...) et les leçons des dernières luttes importantes de notre classe, le groupe agit, de fait, en dehors et contre les syndicats (2) et s'inscrit pleinement dans la tendance de toujours des ouvriers à s'organiser pour la lutte, indépendamment et contre toutes les structures de l'Etat capitaliste.

Une autre leçon importante sur laquelle se base le travail du groupe "des chômeurs en lutte" est son caractère nécessairement ouvert:

> "Ouverte à tous ceux qui veulent lutter, il nous faut une structure pour nous informer, discuter, agir, préparer notre riposte et coordonner nos forces."

Cette ouverture à toutes personnes réellement désireuses de mener la lutte et d'agir avec ce groupe est la condition fondamentale qui nous permet

de comprendre en quoi des chômeurs (quels que soient leurs statuts particuliers) et des travailleurs (chômeurs en sursis) syndiqués ou non-syndiqués, membres d'organisations et partis ou "sans parti" peuvent, au-delà de leurs divergences réelles ou idéologiques, mener un travail commun dans le sens d'une riposte de classe aux agressions de l'Etat bourgeois. De plus, c'est dans et par cette pratique commune que pourront se délimiter des conceptions bourgeoises héritées d'un passé trop lourd, celles prolétariennes qui seules permettront l'émergence de la classe ouvrière comme fossoyeuse du vieux monde.

Dès le début, notre organisation a pleinement soutenu le travail de ce groupe en insistant sur le caractère nécessairement embryonnaire de ce travail. En effet, en cette période de très difficile reprise des luttes, le seul travail mais essentiel que nous pouvons mener est celui de tisser les liens entre les différentes avant-gardes qui émergent et de cristalliser des noyaux d'ouvriers en lutte qui préparent dès aujourd'hui les luttes futures, en organisant le travail de propagande et agitation ouvrière: diffusion de tracts, prises de paroles, ... et toutes autres actions directes contre "nos" exploiteurs. Comme le souligne le tract que nous republions: "s'organiser aujourd'hui, c'est préparer les luttes de demain".

Nous nous associons donc à l'appel de ce groupe et invitons tous les camarades et sympathisants qui nous lisent, à reproduire et à diffuser ce tract.

(1) Le GCI a développé ses conceptions du "front de classe" dans un article paru dans Le Communiste n°3
(2) Sur l'attitude des syndicats aujourd'hui, nous renvoyons le lecteur à l'article "Les syndicats collaborent à l'austérité" dans Action Communiste n°2.

*

* *

Camarades,

Après les "dix commandements qui venaient relancer la "chasse aux chômeurs", les nouvelles mesures gouvernementales continuent à aggraver les conditions de vie des chômeurs:
- renforcement des contrôles: -de pointage, -de l'octroi d'indemnisations, -de la "réelle volonté de chercher du travail", -des "cas de chômage de longue durée ou d'une fréquence anormale", ...
-renforcement des sanctions: suspensions momentanées ou suppressions d'allocations
- forte diminution des allocations après deux ans de chômage pour tous les isolés ou cohabitants qui ne sont pas chefs de famille !!!

La bourgeoisie nous envoie de plus en plus nombreux (au moins dix millions en Europe) grossir le rang des chômeurs, mais cela ne lui suffit pas, elle veut encore "économiser" en diminuant les allocations et les salaires des chômeurs et des travailleurs. Nous faire travailler plus pour moins d'argent ou bien nous laisser crever, voilà à quoi se résument les intentions de la bourgeoisie. Et si nous nous laissons faire aujourd'hui, les prochains gouvernements continueront à nous imposer toujours plus de "restrictions", de "sacrifices", ... des conditions de vie de moins en moins supportables!

Déjà aujourd'hui, sous prétexte que "c'est mieux que de rester au chômage", le gouvernement a systématisé la mise au travail des jeunes chômeurs pour un

moindre salaire; tandis que les travailleurs doivent de plus en plus "mériter leur place" pour ne pas être rejetés au chômage. En menaçant les travailleurs de chômage et les chômeurs de sanctions, gouvernement, patronat et syndicats veulent nous faire accepter n'importe quelles conditions de travail.

Leur "lutte pour l'emploi", leur "meilleure répartition du temps de travail disponible" ne sont que le développement du travail précaire. Tous sont d'accord pour profiter de la concurrence accrue entre prolétaires au travail ou au chômage sur le "marché de l'emploi" afin de généraliser la baisse des salaires à toute la classe ouvrière.

Rappelons-nous l'expérience des années '30: si nous ne réagissons pas, les mesures d'austérité ne vont que s'amplifier. De tous temps la bourgeoisie a fait porter son système sur le dos de la classe ouvrière et d'autant plus en périodes de crise. Mais nous ne pouvons plus accepter, ce n'est pas à nous de payer!

A leur solidarité nationale qui n'est autre qu'un renforcement de notre exploitation, nous devons opposer la solidarité de tous les exploités.

Contre les divisions absurdes entre "faux" et "vrais" chômeurs, entre ouvriers "défendables" ou "indéfendables", au-delà des différences de statuts entre chômeurs, travailleurs, chômeurs mis au travail, ... hommes ou femmes, temporaires ou fixes, employés ou ouvriers, belges ou immigrés, ... nous devons opposer l'unité de tous les exploités.

Nous en devons pas attendre que les syndicats mènent un simulacre de lutte. Nous devons organiser nous-mêmes les actions, regrouper tous ceux qui sont prêts à lutter, syndiqués ou non-syndiqués, pour former une réelle organisation de lutte. Ce n'est qu'ainsi que notre mécontentement général peut devenir une réelle force à l'encontre du sombre avenir qu'on nous prépare.

CEDER AUJOURD'HUI C'EST LAISSER SE RENFORCER LES ATTAQUES DE DEMAIN

Mobilisons-nous pour préparer des actions

S'ORGANISER AUJOURD'HUI C'EST PREPARER LES LUTTES DE DEMAIN

Aidez-nous à diffuser ce tract, discutons-en, faites-nous part de vos critiques. Prenez contact avec nous, nous tenons des réunions/permanences tous les 2èmes et 4èmes lundis du moins, rue de Prague 27 à 1060 Bruxelles à 19 heures. Demandez le premier tract. Adresse de contact: Boîte postale 110, Bruxelles 4, 1040 Bruxelles.

Des chômeurs en lutte

BONNE ANNEE ...
D'AUSTERITE !

C'est juste à la veille de Noël que gouvernement, patronat et syndicats ont dit "oui" au projet d'accord interprofessionnel. Ils avaient tous besoin de cette atmosphère solennelle, où les bilans les plus pessimistes succédaient aux coupes de champagne, où les voeux pieux cotoyaient les appels à la "solidarité nationale" du capital, au maintien de la "paix sociale", à la responsabilité de tous, à l'effort général ... pour distribuer aux prolétaires leurs cadeaux empoisonnés.

Après le retentissant et spectaculaire "échec" de la "conférence nationale du travail" (CNT), les gauchistes comme toute la presse bourgeoise ont eu beau jeu d'essayer d'opposer la FGTB au PS de Cools, alors que leur "divergence" ne concernait que des problèmes tactiques; à savoir quelle est la meilleure solution pour faire gober l'austérité par la classe ouvrière?

Le spectacle de marionnettes est en place, gendarmes et voleurs se tapent dessus devant les yeux "émerveillés" des prolétaires mystifiés. Mais dans la coulisse, ceux qui tirent les ficelles, patronat, gouvernement et syndicats, s'entendent comme des larrons en foire! Il a suffi d'une quinzaine "d'actions" (qui ne dilapident pas "inutilement" l'argent des cotisations dans des grèves!) pour sauver la face "combative" des syndicats et permettre à la "droite" de maudire ces syndicats mesquins et irresponsables. Puis, retournant pacifiquement à leurs pénates : "le patronat et les syndicats répondirent "oui" à une nouvelle négociation au départ de ce texte" (Le Soir).

Ainsi, la mini-loi de redressement est officiellement d'application depuis de 1er janvier, en attendant qu' intervienne l'accord interprofessionnel : "la mini-loi et le projet d'accord interprofessionnel sont liés : la première devant servir, quoiqu'il advienne, de critère légal pour juger de l'équivalence du dit projet" (Libre Belgique). La manoeuvre est subtile; chaque partenaire est assuré de son succès, seuls les syndicats et principalement la FGTB connaissent quelques difficul tés avec les ouvriers qui veulent vraiment lutter.

Lorsque Martens déclare que "ce n'est qu'à titre exceptionnel que le gouvernement et le parlement doivent intervenir", il souscrit à une des revendications principales des syndicats, à leur raison même d'existence : la concertation sociale. "Je ne puis me rallier à un projet qui prévoit le blocage des conventions collectives, qui supprime toute liberté de négociation sectorielle" Debunne. Ainsi, en faisant semblant de mettre les syndicats au pied du mur, le gouvernement leur tend une perche pour qu'ils apparaissent sur la scène du théâtre bourgeois comme les ardents défenseurs des ouvriers : "pour éviter un affrontement social en janvier, les syndicats refusent d'accepter une intervention autoritaire du pouvoir politique dans le domaine des salaires, historiquement du seul ressort des patrons et des travailleurs" (Le Soir).

Bien mieux, la mini-loi étant particulièrement indigeste, la signature d'un accord qui remodèlerait quelque peu les mesures pourraît encore plus facilement apparaître, sinon comme une nouvelle victoire ouvrière, au moins comme

un pis-aller supportable par la classe ouvrière. "La situation est telle qu'il faudra prendre des mesures complémentaires plus importantes et il est essentiel dans ces conditions qu'existe dans le pays le climat social qu'implique la signature de l'accord interprofessionnel".

On ne saurait être plus clair .. au milieu de toute cette politicaillerie c'est le réveil de la classe ouvrière, l'éclatement de sa force réelle qui fait suer la bourgeoisie : "Nous savons que la riposte des travailleurs présente des risques, mais le plus grand risque, c'est de perdre la confiance des travailleurs" (SETCA). Voilà la seule préoccupation des syndicats. Signer un accord "qui sera transformé en convention collective du travail au sein du Conseil National du Travail et rendu obligatoire par arrêté royal" (L.B.) s'avèrerait très avantageux si les prolétaires courbaient encore une fois l'échine; mais dans le cas contraire, cela provoquerait une énorme brèche dans la crédibilité des syndicats; les actions s'organisant de fait en dehors et contre ces "pompiers sociaux".

Pour "répondre" à ces mouvements de lutte des ouvriers, la FGTB organise donc préventivement quelques actions bidon, quelques manifestations/enterrements qui lui serviront à la fois de thermomètre et à la fois de réceptacle à la volonté de lutte des ouvriers pour mieux la contenir, la dévier vers le marais réformiste et légaliste. Il en est ainsi de la manifestation du 24 janvier '81, organisée un samedi, jour où de nombreux ouvriers sont en congé et ne peuvent mal de partir en grève!! De plus, les démonstrations publiques lui permettront d'influencer le cours des négociations dans un sens proche à ses intérêts, et d'autre part de faire respecter la paix sociale : le calme et la résignation à l'"inévitable".

Aussi radieux que soient leurs discours et leurs velléités de lutte, la FGTB comme la CSC ne prendront jamais en charge la lutte réelle contre le capital; au contraire, elles essayeront par tous les moyens d'éteindre le feu là où les ouvriers l'auront allumé (cf. dans cette revue l'exemple des grèves 60-61). Tous les efforts sont donc orientés vers la signature des accords qui garantissent au mieux, les intérêts du capital, et donc ceux des syndicats. Cent ans au service de la bourgeoisie, cela marque une organisation !!

*
* *

Comme on l'a vu, l'objectif de la mini-loi du redressement, qui n'est que le tremplin à un accord interprofessionnel, est de faire passer les mesures d'austérité pour "un accord qui sauvegarderait l'essentiel, à savoir la liberté de négocier les salaires et donc la pacification sociale" (L.S.). En plus clair : serrez-vous la ceinture, en échange de la liberté de ... vous taire!

"Pour la bourgeoisie, le grand problème est de mener les prolétaires en promenades dans les rues, de les faire participer aux arrêts de travail syndicaux, tout en leur faisant digérer une austérité chaque jour plus lourde" (Le Communiste n°4). Pour nous, prolétaires, l'unique moyen de nous défendre est d'attaquer la bourgeoisie, en nous situant directement sur notre seul terrain de classe dont les syndicats cherchent à nous écarter : celui de la grève générale, sans préavis ni limitations d'aucune sorte, l'action directe contre toute la bourgeoisie, ses partis, ses syndicats, et son Etat.

Ouvriers immigrés
CONTRE LES DIVISIONS
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

Depuis 1974 la politique de l'immigration dans les pays européens a pris un nouveau tournant. La crise que connaît le capitalisme demande, devant la surproduction de main-d'oeuvre qu'il a engendrée, le repli de chaque Etat sur ses frontières pour assurer sa survie économique. Pour alléger les frais croissants qu'occasionne le chômage, l'expulsion des travailleurs immigrés s'impose, de même que le développement d'une campagne raciste pour pouvoir réaliser les expulsions. La bourgeoisie, toujours soucieuse de préserver les intérêts du capital, emploie ou renvoie les prolétaires selon ses besoins.

C'est une caractéristique de toujours du capital que de faire un brassage international de la main-d'oeuvre, accroissant sa mobilité et provoquant de grosses migrations. Les siècles écoulés ont vu se succéder ces vagues migratoires dont celle d' Europe vers l'Amérique du Nord et du Sud est la plus connue. Les dernières grandes vagues vers l'Europe sont produites de la nécessité de reconstruction après 1945. En effet, la pénurie de main-d'oeuvre pousse l'Etat à faire appel hors frontières à des ouvriers non qualifiés pour les utiliser dans les secteurs de base : mines, sidérurgie, construction, etc. Par après, le mouvement ne fit que s'amplifier avec l'accroissement de la production et la création de la CEE. De tels phénomènes sont développés dans le monde : les ouvriers Pakistanais sont un apport moins cher à la main-d'oeuvre des pays du Proche-Orient; la Grèce se procure les ouvriers bon marché outre-Méditerrannée; les Etats-Unis importent les "dos-mouillés" mexicains ...

DEQUALIFICATION, SALAIRES, MOBILITE.

La grande masse des ouvriers immigrés en Europe provient des pays méditerrannéens tels que l'Espagne, le Sud de l'Italie, la Grèce, la Turquie et les pays nord-africains. Le capital y produit dans des conditions précaires de la main-d'oeuvre non qualifiée qui sera employée dans toutes les besognes entraînant la robotisation (la chaîne), le danger et la crasse (mines, sidérurgie, services, etc.). Les conditions d'existence misérables dans lesquelles le capital maintient les ouvriers dans leur pays d'origine les poussent, souvent avec l'espoir d'y trouver le paradis terrestre, à se faire exploiter en Europe.

Outre la déqualification, politique que le capital a toujours généralisée à l'ensemble de la classe ouvrière, l'appel aux ouvriers immigrés a pour effet de maintenir les salaires à un niveau compétitif. En effet, un salaire, même bas en Europe, est une réelle promotion pour l'immigré, en comparaison à ceux octroyés avant. Et surtout, la déqualification renforce et approfondit les divisions et haines raciales par la concurrence qu'elle développe entre les ouvriers.

De plus, la déqualification recherchée par le capital se couple à la nécessité de disposer d'une main-d'oeuvre mobile. En effet, l'investissement se fait dans l'un ou l'autre secteur en fonction du profit qui peut en être retiré. Laissant s'écrouler tel pan de la production,impulsant tel autre, le capital doit pouvoir disposer d'un potentiel de main-d'oeuvre mobile et non qualifiée pour pouvoir la déplacer selon les nécessités, sans perdre un temps précieux par les difficultés occasionnées par le recyclage.

Les ouvriers immigrés, déracinés de leur lieu d'origine, entassés dans des ghettos, sont une main-d'oeuvre mobile facile à utiliser. De plus, ils sont difficilement réintégrables dans leur pays d'origine.

Aujourd'hui, devant le trop plein de prolétaires, le capital accroît les tensions de concurrence parmi les ouvriers. La bourgeoisie ne se prive pas pour en profiter : baisser les salaires, et généraliser la précarité des conditions d'existence. Elle lance alors des campagnes pour désigner des secteurs teurs de la classe ouvrière pouvant servir de boucs émissaires aux problèmes d'emploi. Et le secteur le plus vulnérable sera le 1er visé : les immigrés, en raison de leur isolement. La politique est à la revalorisation du travail "manuel" accompagné de l'expulsion des immigrés "voleurs d'emplois et parasites de la sécurité sociale". Quand une classe a le monopole de l'information, il n'y a rien de plus facile de promouvoir la désinformation pour servir au mieux ses intérêts.

LE CAPITAL CREE ET ENTRETIENT LE RACISME.

C'est donc en provoquant des différences dans le prix de la force de travail et dans les conditions d'existence que le capital parvient à exciter les haines raciales. Dans les temps où l'abondance s'évalue par la longueur des files de chômage, les gouvernements développent ces haines pour pouvoir réaliser une politique de nettoyage par le vide : les conditions d'existence penchent vers l'excès de pénurie et les ouvriers immigrés ont de plus en plus le choix d'être expulsés : de gré ou de force.

C'est alors tout l'appareil étatique, policier, syndical et idéologique qui est mis en branle. La société tend à se polariser sur les immigrés, les partis et les syndicats expulsant les immigrés au nom de la défense des ouvriers immigrés et du combat contre le racisme. C'est de cette manière que le PCF et la CGT parviennent à argumenter leurs actions. En accusant le gouvernement français d'être raciste, parce qu'il les installe dans les communes communistes en les concentrant de trop de manière à susciter les haines raciales. Aussi, au nom de l'anti-racisme et pour une meilleure intégration, le PCF envoie ses bulldozers balayer cet "excédent". Au moins il y a d'étrangers, au moins il y aura de racisme. Tous les partis appliquent cette politique : le gouvernement expulse à tour de bras en concluant même des accords avec l'Algérie pour renvoyer 800.000 ouvriers algériens. Tous prônent la règlementation de l'immigration.

L'EGALITE DES DROITS POUR AIDER LA POLITIQUE BOURGEOISE.

Pour aider cette campagne de contrôle absolu de l'immigration, les luttes lancées pour l'obtention des droits égaux pour les ouvriers immigrés et nationaux viennent à point. Alors que la seule façon de lutter est de dépasser les barrières séparatrices élevées par la bourgeoisie, de s'organiser en passant au-dessus des nationalités, des différences de statuts, en une force alternative à celle de la classe dominante, c'est-à-dire en une classe prolétarienne

unie, l'idéologie véhiculée par tous les groupes gauchistes et syndicaux est celle de l'organisation des immigrés pour l'obtention de droits et de statuts égaux.

En les organisant ainsi de manière séparée, les gauchistes et autres ne font que renforcer les divisions et l'isolement. Mais c'est là leur politique de toujours : ne se démarquant absolument pas de la bourgeoisie, ils la renforcent au contraire en parcellisant toute lutte de la classe révolutionnaire. Partant de problèmes réels de la société, ils l'extraient du contexte et embourbent les luttes dans le marais du réformisme : contre la pollution, ils avancent l'écologie, contre le chômage, c'est le droit bourgeois au travail, contre les expulsions, c'est l'égalité dans les lois bourgeoises. Les problèmes, dépouillés de leur contexte de classe, sont dépolitisés par la réforme, la lutte est étouffée par l'isolement.

Nous pouvons ainsi prendre l'exemple marquant de la lutte des "sans-papiers" en France. Luttant pour l'obtention de permis de séjour et de travail, la lutte des immigrés pour des statuts égaux connut son écrasement par l'atomisation réussie par la bourgeoisie. Acceptant d'envisager une reconnaissance de droits, on demanda à chaque immigré sans-papier de venir se faire enregistrer. Le problème étant totalement individualisé, ceux qui se présentaient se faisaient fichés, fliqués, sinon expulsés. De même, la lutte pour le droit de vote qui se développe en Belgique s'inscrit dans la politique d'une meilleure "intégration" des ouvriers immigrés. L'"intégration" dans une société de classes, où ne règne que l'exploitation, signifie la soumission pour être utilisé selon les besoins de la classe dominante.

Incompatible avec l'unité de la classe ouvrière, "l'égalité des droits" est au contraire l'impasse vers laquelle la bourgeoisie veut nous aiguillonner. Le droit, élaboré par la classe dominante, ne peut que servir à protéger celle-ci. L'existence des classes est niée pour ne favoriser que les libertés qui la servent. Les libertés sont accordées aux citoyens atomisés soucieux du respect de l'ordre. Dans le cas de mouvements sociaux mettant la domination de la bourgeoisie en danger, c'est la troupe qui est envoyée.

L'unité de la classe ouvrière est un mouvement qui se développe et se renforce dans la lutte contre la bourgeoisie. La constitution du prolétariat en classe révolutionnaire se concrétise dans son opposition à la classe ennemie. Ce rapport de force se développe en notre faveur par l'éclatement des barrières bourgeoises qui nous divisent. L'unité se réalise par la lutte pour nos revendications immédiates qui sont autant de coups de boutoirs à l'exploitation capitaliste qui nous étouffe tous. La véritable "intégration" est celle qui place tous les ouvriers dans la position de lutte, classe contre classe, pour briser l'ennemi commun : la bourgeoisie armée de son arsenal idéologico-répressif.

---

suite de la page 14 :
pes gauchistes et para-syndicaux qui nous empêchent de mener le seul travail nécessaire aujourd'hui, l'organisation et la centralisation des noyaux de prolétaires en lutte, en dehors et contre les syndicats, prélude à la constitution d'une réelle riposte ouvrière organisée. "La coordination des ouvriers en lutte est une condition nécessaire pour que puisse se constituer l'outil indispensable à la centralisation de nos forces et pour que nous puissions opposer, au front unique des patrons, des syndicats et de l'Etat, <u>notre propre front unique prolétarien</u>" (Le Communiste n°2, "Appel aux ouvriers en lutte").

SIMULACRES DE LUTTES OU LUTTES REELLES?

Tout le monde le sait, les nouvelles mesures gouvernementales, qui ne sont qu'un avant-goût de ce qui nous attend, attaquent de front l'ensemble de la classe ouvrière. Mais comme il est plus difficile à la bourgeoisie d'attaquer tous les secteurs de la classe ouvrière en même temps - elle ne veut en aucune manière risquer une riposte générale - c'est d'abord certains secteurs, plus vulnérables, qui sont touchés : chômeurs, immigrés, ... Nous avons déjà abordé dans les premiers numéros de cette revue les attaques bourgeoises contre les chômeurs. Au sein même de cette catégorie de prolétaires, la bourgeoisie réutilise sa tactique de division, attaquant prioritairement "les femmes" et "les jeunes". Grâce à ce type de mesures, non seulement la bourgeoisie fait passer ses mesures drastiques, mais elle renforce en plus les divisions internes à la classe ouvrière, la concurrence que se font les ouvriers entre eux, division et concurrence que la bourgeoisie elle-même a produites. Pour la bourgeoisie, comme pour toutes les classes dominantes : "Diviser c'est régner!"

Pour les communistes par contre, il est clair que ces attaques, même si elle sont focalisées sur tel ou tel secteur ouvrier, sont des attaques directes contre l'ensemble des prolétaires (quelle famille ouvrière n'a pas au moins un de ses membres au chômage?). Le nombre de chômeurs ne faisant que croître, le travailleur d'aujourd'hui sera probablement le chômeur de demain! Attaquer les chômeurs c'est attaquer tous les ouvriers. Notre tâche est donc de mettre en avant ce qui touche tous les ouvriers, c'est-à-dire ce qui exprime le mieux leur appartenance à une même classe, ayant des intérêts fondamentaux en commun, et non les différentes particularités de catégories, de statut, de sexe, de nationalité, ou autre ...

Et s'il est donc "normal" que ce soient les premiers secteurs touchés (ou ceux qui sont les plus directement visés) qui entrent d'abord en lutte, il est fondamental que ces luttes ne visent pas à renforcer les particularismes corporatistes et les séparations imposés par la bourgeoisie, mais qu'elles débordent ces aspects circonstanciels pour toucher ce qui concerne l'ensemble des prolétaires. Cette perspective est l'unique voie de la généralisation et de la centralisation des luttes, car elle seule permet aux luttes, encore séparées dans le temps et l'espace, de s'unir au-delà de toutes les barrières.

Ainsi donc, ces derniers temps un regain d'agitation a touché les chômeurs dans plusieurs parties du pays (Charleroi, Namur, Bruxelles, ...) et l'on a pu voir des manifestantes portant des pancartes dénonçant les mesures contre les chômeuses; des chômeurs ont menés des actions; des comités se sont réveillés de l'apathie où ils étaient plongés; des groupes se sont formés ... Réaction de classe? Si certains groupes ont profité de l'occasion pour s'accorder un flash publicitaire "le "collectif des sous-travailleurs" passant à la RTBF ...), si les perspectives, les revendications, les méthodes de lutte restent dans la grande majorité des cas soumis et dirigés par l'idéologie do-

minante (appels aux syndicats pour prendre la lutte en charge, lutte pour l'emploi dans le cadre des droits et des statuts spécifiques à chaque catégorie de chômeurs...), cette agitation n'en témoigne pas moins d'un "ras-le-bol" qui aboutit à la nécessité de se regrouper, de lutter.

Cette saine réaction ne suffit pas, car pour ne pas toujours recommencer les mêmes erreurs, il faut partir des expériences passées, se démarquer de toutes les pratiques qui ont fait échouer les luttes passées. C'est pourquoi il nous faut dénoncer ici les pratiques de certains groupes ("collectif des sous-travailleurs", "comité de liaison des femmes chômeuses"*, infor-femmes...) qui au contraire de développer et de nourrir ce besoin de lutte ne font, du fait de leur objectif corporatiste et réformiste (ne s'occuper que de telle ou telle catégorie pour lui procurer des "avantages" particuliers) que dévier cette volonté de lutte, enterrant par là même toute tentative d'extension, de généralisation et d'unification des différents groupes apparaissant aujourd'hui. Ces questions sont vitales, non seulement pour aujourd'hui, mais également pour demain. Il n'y a jamais d'intérêts immédiats pour le prolétariat qui qui ne correspondent pas à ses intérêts futurs et globaux: à la révolution communistes, à la dictature du prolétariat. Lutter aujourd'hui avec des méthodes et des revendications de classe, pour constituer un réel front de lutte contre la bourgeoisie est, par son contenu même, lutter pour l'abolition du salariat et de la société de classes (1)

Cela pourrait sembler contradictoire de pousser à la rupture avec des comités dominés par la bourgeoisie, alors que nous insistons sur la nécessité de nous unir, de vaincre la division! Mais comme on ne construit pas une forteresse avec du sable et du mauvais mortier, on ne construit pas une organisation de lutte avec des méthodes empêchant l'action directe et la lutte généralisée! C'est pourquoi les réels critères politiques démarcatoires d'aujourd'hui sont ceux qui touchent la réalité, la pratique des luttes, qui parviennent à répondre adéquatement aux nécessités de l'heure.

Cela implique que les communistes agissent activement, de manière organisée au sein même des luttes, "nous devons travailler avec et dans tout regroupement ouvrier (ils représentent aujourd'hui une infime minorité) qui se situe sur le terrain du combat" (in "Parti de classe" n°2).

Niant tout acquis historique et théorique de la lutte de classe, les groupes qui ne parviennent pas à rompre avec l'idéologie bourgeoise reproduisent stupidement les formules passe-partout et à bon marché répandues par la bourgeoisie ... jusqu'à revendiquer de nouvelles classes sociales! "Nous assistons à la création d'une classe de sous-travailleurs" (cf. présentation du "Collectif des sous-travailleurs"). Non contents de faire des "actions" pour quémander une entrevue avec Houthuys ou Debunne (!!), ces sombres personnages reprennent à tel point les divisions de la bourgeoisie qu'ils se considèrent comme une nouvelle classe, ayant donc des intérêts divergents et antagoniques

(*) Ce "comité de liaison" pousse l'imbécillité corporatiste jusqu'à empêcher des "chômeurs-hommes" à assister à leur réunion, refusant d'envisager des actions communes ... Misère du féminisme !!

(1) Nous renvoyons donc dos à dos ceux qui crient à tout moment "Abolition du salariat" sans comprendre ce que cela signifie aujourd'hui dans les luttes, et ceux qui, obnubilés par les luttes immédiates, en oublient leur signification programmatique fondamentale ("derrière chaque grève se dresse l'hydre de la révolution").

à ceux de tout le reste de la classe ouvrière! Existe-t-il de meilleurs moyens pour diviser la lutte de la classe ouvrière, que de considérer les différences de statuts, de catégories, qui existent en son sein, comme des différences de classe, camouflant par là de fait la réalité des intérêts communs à tous les prolétaires, seule base à leur unification ? Et de voir bientôt, si nous suivons ces tendances bourgeoises, fleurir une multitude de "nouvelles classes" : la "classe-jeune", la "classe-femme", la "classe-immigrée", la "classe-sous-travailleurs", la "classe-intérim", ... autant d'entraves à l'unification des ouvriers en lutte, autant de tentatives de noyer les intérêts de la classe ouvrière dans ceux,inter-classistes,des femmes, des jeunes ... (qui peuvent aussi bien appartenir à la bourgeoisie qu'au prolétariat!). Alors qu'avec le Manifeste du parti communiste Marx annonçait déjà la simplification des antagonismes de classes en deux classes fondamentalement antagoniques : prolétariat contre bourgeoisie, ces messieurs, plus de 130 après, voient apparaître "la classe des sous-travailleurs"!

Derrière de telles confusions se trouve la volonté de constituer, dès maintenant, "des organisations de masse", d'"être reconnu comme groupe de pression par les syndicats", etc. autant de dévoiements des réels désirs de lutte exprimés encore aujourd'hui par une extrême minorité de prolétaires, dévoiement vers le marais du réformisme le plus plat (cf. la revendication "d'une réelle politique de l'emploi", ou pire encore que l'Onem lui-même, revendiquer "qu'il soit tenu compte de l'expérience du travailleur pour fixer la rémunération"!!). Même si ces groupes parlent d'"unité", ce qui se trouve derrière leurs discours n'est que la furieuse manie de constituer des alliances inter-classistes (avec des fractions de la petite ou grande bourgeoisie), de vouloir s'adresser aux masses, toucher "l'opinion publique", sans aucune délimitation politique afin que "tout un chacun" (quels que soient ses intérêts de classe) puisse se reconnaître dans ce confusionisme porté au rang d'idéal.

Ce qui se pose aujourd'hui, c'est bien la délimitation du terrain de la lutte, du camp que l'on défend. Chaque groupe, et par les actions qu'il développe et par les revendications et l'orientation politique qu'il avance, se situe tendantiellement dans un camp ou dans l'autre. La dynamique même des actions revèle clairement les contradictions qui animent ces groupes. La manifestation d'une centaine de chômeurs à Charleroi, par exemple, démarre sur la résolution d'appeler les syndicats à l'action ... mais elle se termine par de fortes altercations entre responsables syndicaux et manifestant ... (cf "A.P.L." 5/12/80). Mais qui en tire les conséquences politiques? Certainement pas les groupes ultra-corporatistes, réformistes et para-syndicaux; du fait de leur programme ils n'ont qu'un éventail d'interventions très limité et qui s'apparente essentiellement à des simulacres de lutte (avec le cortège de pétitions, de négociations au sommet entre bonzes, etc.) ou carrément à une publicité mensongère.

Ce qui est néanmoins remarquable, c'est que ces groupes, qui visent en fait leur intégration par les syndicats (moyennant quelques places de permanents pour leurs chefs) doivent, même pour faire leurs actionnettes, s'organiser en dehors des syndicats! Cela démontre, malgré toute leur confusion, qu'il n'y a rien à attendre des syndicats, et que les prolétaires qui veulent vraiment lutter, même s'ils ne sont pas très clairs sur la nature bourgeoise des syndicats, doivent de fait s'organiser en dehors d'eux. Mais cela ne suffit pas, encore faut-il se délimiter des méthodes et du contenu des luttes syndicales, des "concertations sociales", des "pétitions", des luttes pour de "meilleurs accomodements" ou pour une répartition plus démocratique ... de la misère! Encore faut-il retrouver des armes de classe; l'action directe, la grève sans préavis ni limitations d'aucune sorte, le débordement des cortèges/enterrements, l'auto-défense ouvrière... Encore faut-il rejeter tous les grou-

(suite page 11)